

Paris. La bataille de l'Hôtel-Dieu: Rassemblement le 18 Avril à partir de 13h. sur le Parvis de Notre-Dame

Fondé en l'an 651, le plus vieil hôpital de Paris se meurt-il ou ressuscite-il? Au coeur de la polémique, la fermeture de son service d'urgences.

Pêchu et sûr de son fait devant les caméras, l'urgentiste Gérard Kierzek, 38 ans, chroniqueur pour France 5, en vient parfois à douter. Son combat pour le "sauvetage" de l'Hôtel-Dieu, bâtiment Second Empire en forme de U posé sur le parvis de Notre-Dame à Paris, n'est-il pas d'arrière-garde? "Pour faire taire mes doutes, je me répète la phrase d'un éminent collègue : 'J'ai honte que ma génération vous laisse dans cet état'."

Tous pour un derrière le docteur Kierzek, trois urgentistes, dont le célèbre Patrick Pelloux, viennent d'écrire à la ministre de la Santé, Marisol Touraine. Dans cette lettre publiée par le *JDD* (voir ci-dessous), les quatre médecins expliquent pourquoi la bataille de l'Hôtel-Dieu, plus vieil hôpital de la capitale, fondé en 651, est, selon eux, historique. "Un vaste plan social se déroule en catimini. Avec la fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu, toutes celles de Paris vont exploser. À Grenoble, à Roubaix - où la chef de service vient de démissionner -, ça craque aussi. Les urgences sont le symptôme de l'hémorragie de l'hôpital", dénonce Gérard Kierzek à l'unisson des syndicats maison.

Un hôpital du futur sans urgences et sans lits

Mais pour le député socialiste Jean-Marie Le Guen, président du conseil de surveillance de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), l'ambition de la direction est tout autre : créer dans les vieux murs de l'île de la Cité un établissement du XXI^e siècle.

La bataille de l'Hôtel-Dieu serait-elle une querelle des Anciens et des Modernes qui doit trouver son point final avant les municipales de 2014? Entre scepticisme et adhésion à la restructuration, tristesse et prudence, les soignants du vieil hôpital préfèrent reformuler la question plutôt que d'y répondre... Le professeur Jacques Blacher a piloté l'un des groupes de travail sur le projet d'hôpital ambulatoire. Selon ce cardiologue, la réforme peut marcher : "Les soignants s'adaptent de façon étonnante à leur environnement. L'idée d'offrir une médecine axée sur la prévention, le dépistage et l'éducation à la santé est innovante." Plutôt favorable à l'esprit du projet, Hélène de Champs-Léger, coordinatrice de la permanence d'accès aux soins de santé (Pass), consultation dédiée à un public fragile, ne voudrait pas voir naître un établissement low cost : "De quels moyens va-t-on disposer? Comment s'organise le soi-disant hôpital du futur? On n'en sait rien."

Le professeur Gérard Slama, aujourd'hui retraité mais consultant enthousiaste deux demi-journées par semaine, travaille dans la "beauté" de l'Hôtel-Dieu depuis cinquante ans. Ce diabétologue a connu l'époque "des salles communes mouiroirs où s'entassaient les pauvres" avant d'assister à la création de l'hôpital public made in France, ouvert à tous, "performant", prisé "des riches qui préféraient autrefois se faire soigner en clinique". "Je crains que ce projet d'hôpital debout ne soit qu'une coquille vide, un coup de com. On est en train de fermer l'Hôtel-Dieu petit à petit, comme on vend un immeuble à la découpe. Comme si notre vieux pays, plus très riche, n'arrivait pas à assumer ouvertement qu'on ne peut plus s'y soigner comme avant..."

Pourquoi il y a danger à fermer l'Hôtel-Dieu : lettre de praticiens hospitaliers urgentistes à la Ministre

Madame la Ministre,

Après Grenoble, Strasbourg, Angers et maintenant Roubaix, la liste des urgentistes qui dénoncent la crise des services d'urgences et leurs difficultés pour soigner les malades s'allonge. Ce n'est que le sommet de l'iceberg. De nombreux centres d'urgences en France souffrent « en silence », soit résignés, soit impuissants.

La menace de fermeture de l'Hôtel-Dieu est emblématique d'une politique aveugle qui pourrait avoir des conséquences dramatiques sur l'ensemble des services d'urgences de la capitale et sur la population par ricochet. Nous vous demandons d'entendre les alertes des professionnels de la médecine d'urgence et de ne pas prendre de décision irréversible sans eux.

Des urgences à saturation

L'état des lieux est accablant dans les hôpitaux : 4 heures d'attente avant de voir un médecin urgentiste, voire 8 à 10 heures en cas d'affluence, 1 heure avant que les pompiers ne puissent déposer un patient, des équipes médicales et paramédicales épuisées, des démissions en série ...

Paris intra-muros compte neuf services d'urgences dans les hôpitaux publics : Lariboisière, Saint-Antoine, Cochin, la Pitié Salpêtrière, Saint-Louis, Tenon, Bichat, l'Hôpital Européen Georges Pompidou et l'Hôtel-Dieu. L'analyse de leur activité en temps réel révèle que la majorité de ces services dépasse quotidiennement, et plusieurs heures par jour, leur capacité d'accueil (jusqu'à 180% de suractivité). Tous se plaignent de la difficulté, voire de l'impossibilité d'hospitaliser les patients dans un lieu approprié. De plus, chaque année, des milliers de patients qui s'adressent et font confiance à l'hôpital public, sont transférés dans le privé faute de place.

En réponse aux plaintes croissantes des professionnels de l'urgence, l'AP-HP a mis en place en 2012 une cellule de crise. Les réunions entre cette «plateforme des urgences» et les urgentistes sont d'une inefficacité coupable, à tel point que le 18 février 2013, le Pr Casalino, Président de la Collégiale des Urgentistes et chef de service des urgences de Bichat a écrit à la Direction Générale de l'AP-HP, à l'Agence Régionale de Santé et au Président de la Commission Médicale d'Etablissement :

« L'absence de mesures efficaces (...) a pour conséquences de laisser sur le tapis des patients qui auraient dû être admis dans l'hôpital (...) pour garantir qualité et sécurité des soins, de pourrir la vie des équipes des urgences, et une fois de plus, de prouver que notre institution ne peut pas répondre en temps et en heure aux besoins de la population. »

Un flux de patients qui ne pourra être absorbé

Malgré cette situation déjà ingérable, la direction générale de l'AP-HP et la Commission Médicale d'Etablissement veulent fermer en 2013 le service d'urgences de l'Hôtel-Dieu, un des neuf services d'urgence intra muros, en réponse à la fermeture progressive et programmée des lits d'hospitalisation (médecine interne, psychiatrie, réanimation, etc...) et des blocs opératoires (chirurgie, ophtalmologie) de l'établissement. Ce service d'urgences, situé au centre de la capitale touristique, accueille, 24 heures sur 24, 300 malades par jour (urgences générales et urgences médico-judiciaires).

Les urgences des autres hôpitaux parisiens, déjà surchargés, ne pourront absorber ni les 90.000 patients qui consultent chaque année à l'Hôtel-Dieu ni les 4.000 malades qu'il faudra hospitaliser en plus des leurs. Le 23 janvier, le Pr Hausfater, adjoint au chef de service des urgences à la Pitié-Salpêtrière, écrit à ses collègues :

« Les équipes sont épuisées. Nos hôpitaux sont désormais trop "petits" pour offrir l'aval d'hospitalisation à ce flux de patients aux urgences ».

Les propositions faites par l'AP-HP de transformer les urgences médico-chirurgicales en « un espace de consultations de médecine générale sans rendez-vous » dans le cadre du futur Hôtel-Dieu sont irréalistes et traduisent une profonde méconnaissance des filières de soins. On ne peut demander aux patients, sous peine de leur faire courir des risques incommensurables, de s'auto-diagnostiquer et de ne pas aller aux urgences. Un service prenant en charge toutes les pathologies, de la plus à la moins grave, en continu, n'est rien d'autre qu'un service d'urgences et celui-ci a besoin, pour fonctionner, de lits d'hospitalisation en aval.

Dans ces conditions, annoncer la fermeture de ce service situé en plein centre de Paris est irresponsable, d'autant que la littérature scientifique a clairement prouvé que la saturation des services d'urgences induit une augmentation de la mortalité de près de 10%.

Depuis dix ans, une interminable dérive

Cela fait plus de 10 ans maintenant que les « plans stratégiques » se succèdent, que des centaines de milliers d'euros sont gaspillés en audits en tous genres, qu'aucun projet médical, administratif ou encore universitaire cohérent n'a été porté par l'équipe dirigeante médicale et administrative. Pire, au nom du concept de groupe hospitalier, les équipes vivent une interminable dérive : fermetures en série de services entiers de soins

(nutrition, hématologie, diabétologie,...), démissions de responsables, vases et inflation de directeurs, perte d'emplois médicaux et paramédicaux, épuisement physique et psychique des soignants, et au final réduction quantitative et qualitative de l'offre de soins.

En cette période d'austérité, il y a un paradoxe : cet hôpital a été largement rénové il y a moins de 5 ans (avec des urgences flambant neuves pour un coût de 4,3 millions d'euros), et c'est l'un de ceux qui fonctionnent le mieux en terme de réduction des temps d'attente, notamment grâce à une filière courte innovante et une fluidité de l'aval.

Le 21 février, les deux organisations syndicales AMUF et Samu de France, vous ont écrit pour dénoncer "*une crise majeure*" et "*la débâcle annoncée des services d'urgence, dernier maillon d'une fragile chaîne de solidarité*". Si vous voulez empêcher cette catastrophe sanitaire annoncée, cet établissement doit rester un hôpital de proximité avec un service d'urgences et une capacité d'hospitalisation à la hauteur des enjeux et non un dispensaire inutile et coûteux.

Fermer l'Hôtel-Dieu (ou le transformer en hôpital universitaire de santé publique, sans urgences et sans lits, ce qui revient au même), c'est supprimer une offre de soins d'urgences indispensable au centre de Paris, aggraver la saturation des services d'urgences aux alentours et se préparer à en assumer les conséquences sanitaires.

Dr Gérald Kierzek, hôpital Hôtel-Dieu, secrétaire général Hôpital pour tous Dr Patrick Pelloux, hôpital Necker-Enfants-Malades, président de l'AMUF Dr Christophe Prudhomme, hôpital Avicenne, collectif médecins CGT Dr Pierre Taboulet, hôpital Saint-Louis, ex-chef de service (démissionnaire) Saint-Louis

Le Guen : "Nous allons créer un 'hôpital debout'"

Député (PS) et président du conseil de surveillance de l'AP-HP, Jean-Marie Le Guen, estime que "c'est le renouveau de l'hôpital public qui se joue au coeur de Paris".

Après une décennie de tergiversations, qu'avez-vous décidé pour l'Hôtel-Dieu? Je me suis battu pour éviter sa fermeture. Il y a cinq ans, on envisageait d'y installer le tribunal de grande instance voisin.

Des services entiers sont déjà partis. N'est-ce pas une fermeture à la découpe, symptomatique des économies demandées à tous les hôpitaux? Pas du tout. C'est le renouveau de l'hôpital public qui se joue au coeur de Paris! Faute de pouvoir financer des travaux de mise aux normes au coût exorbitant, le très vieil Hôtel-Dieu ne pouvait plus fonctionner. À la place, nous allons créer un "hôpital debout", un hôpital de santé publique où l'on ne dormira pas, l'hôpital du XXI^e siècle. Sa mission : valoriser la prévention, aller au devant des populations, améliorer les liens avec la médecine de ville. Deuxième axe, un centre de recherche top niveau en santé publique, qui permettra à terme de mieux soigner.

Qu'y trouvera-t-on, outre le siège de l'AP-HP, qui va s'y installer? Allez-vous maintenir les urgences? On va y créer une maison de santé, avec des consultations en secteur 1 ; un centre d'imagerie spécialisé dans le dépistage des cancers ORL ou de la peau ; un grand centre de santé pour les étudiants, un autre pour les ados, un troisième pour les SDF. Les urgences vont fermer, mais il restera un centre d'accès aux soins en urgence ouvert 24h/24 à tous les cas non graves. Gare au misérabilisme hostile aux transferts de lits et aux réorganisations! L'hôpital n'est plus l'asile d'hier, replié sur lui-même et sur la douleur, mais un lieu ouvert sur la ville qui concentre des moyens humains, de la technologie et du savoir.

La bataille de l'Hôtel-Dieu

Fondé en l'an 651, le plus vieil hôpital de Paris se meurt-il ou ressuscite-il? Au coeur de la polémique, la fermeture de son service d'urgences.

Pêchu et sûr de son fait devant les caméras, l'urgentiste Gérald Kierzek, 38 ans, chroniqueur pour France 5, en vient parfois à douter. Son combat pour le "sauvetage" de l'Hôtel-Dieu, bâtiment Second Empire en forme de U posé sur le parvis de Notre-Dame à Paris, n'est-il pas d'arrière-garde? "Pour faire taire mes doutes, je

me répète la phrase d'un éminent collègue : 'J'ai honte que ma génération vous laisse dans cet état'."

Tous pour un derrière le docteur Kierzek, trois urgentistes, dont le célèbre Patrick Pelloux, viennent d'écrire à la ministre de la Santé, Marisol Touraine. Dans cette lettre publiée par le *JDD* (voir ci-dessous), les quatre médecins expliquent pourquoi la bataille de l'Hôtel-Dieu, plus vieil hôpital de la capitale, fondé en 651, est, selon eux, historique. "Un vaste plan social se déroule en catimini. Avec la fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu, toutes celles de Paris vont exploser. À Grenoble, à Roubaix - où la chef de service vient de démissionner - , ça craque aussi. Les urgences sont le symptôme de l'hémorragie de l'hôpital", dénonce Gérard Kierzek à l'unisson des syndicats maison.

Un hôpital du futur sans urgences et sans lits

Mais pour le député socialiste Jean-Marie Le Guen, président du conseil de surveillance de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), l'ambition de la direction est tout autre : créer dans les vieux murs de l'île de la Cité un établissement du XXI^e siècle.

La bataille de l'Hôtel-Dieu serait-elle une querelle des Anciens et des Modernes qui doit trouver son point final avant les municipales de 2014? Entre scepticisme et adhésion à la restructuration, tristesse et prudence, les soignants du vieil hôpital préfèrent reformuler la question plutôt que d'y répondre... Le professeur Jacques Blacher a piloté l'un des groupes de travail sur le projet d'hôpital ambulatoire. Selon ce cardiologue, la réforme peut marcher : "Les soignants s'adaptent de façon étonnante à leur environnement. L'idée d'offrir une médecine axée sur la prévention, le dépistage et l'éducation à la santé est innovante." Plutôt favorable à l'esprit du projet, Hélène de Champs-Léger, coordinatrice de la permanence d'accès aux soins de santé (Pass), consultation dédiée à un public fragile, ne voudrait pas voir naître un établissement low cost : "De quels moyens va-t-on disposer? Comment s'organise le soi-disant hôpital du futur? On n'en sait rien."

Le professeur Gérard Slama, aujourd'hui retraité mais consultant enthousiaste deux demi-journées par semaine, travaille dans la "beauté" de l'Hôtel-Dieu depuis cinquante ans. Ce diabétologue a connu l'époque "des salles communes mouroirs où s'entassaient les pauvres" avant d'assister à la création de l'hôpital public made in France, ouvert à tous, "performant", prisé "des riches qui préféraient autrefois se faire soigner en clinique". "Je crains que ce projet d'hôpital debout ne soit qu'une coqui train de fermer l'Hôtel-Dieu petit à petit, comme on vend un immeuble à la découpe. Comme si notre vieux pays, plus très riche, n'arrivait pas à assumer ouvertement qu'on ne peut plus s'y soigner comme avant..."